

Travailler en partenariat pour un développement durable

Partenariat Mondial pour une
Coopération Efficace au Service du
Développement

2020-2022
PROGRAMME DE TRAVAIL



**Partenariat
Mondial**

pour une coopération efficace
au service du développement

**MAI
2020**

Efficacité du développement: un élément essentiel pour l'Agenda 2030

La réalisation de l'agenda 2030 et la mise en œuvre de la "décennie d'action" nécessiteront des efforts supplémentaires urgents. La communauté internationale a défini des objectifs de développement durable (ODD), et un processus de financement du développement (FfD). Compléter ces objectifs en examinant la manière dont nous travaillons en partenariat - sur la base des principes d'efficacité convenus au niveau international - sera la clé du "changement de trajectoire" nécessaire

- Appropriation par les pays partenaires
- Un focus sur les résultats
- Des partenariats inclusifs
- Transparence et redevabilité mutuelle

Un nombre record de 86 gouvernements s'est engagé au niveau national dans l'exercice de suivi du Partenariat Mondial de 2018. Ils ont été rejoints par plus de 100 partenaires de développement et des centaines d'organisations de la société civile, de représentants du secteur privé, de fondations, de syndicats, de parlementaires et de gouvernements locaux. Ces pays estiment que les principes d'efficacité sont un multiplicateur essentiel pour leurs efforts de développement. Ils constituent une base pour des partenariats plus équitables et plus autonomes, ainsi que pour l'atteinte de résultats de développement plus durables.



Le Partenariat Mondial pour une coopération efficace au service du développement

Le Partenariat Mondial pour une coopération efficace au service du développement est le principal véhicule multipartite qui permet d'orienter les efforts d'efficacité du développement. Il réunit les gouvernements, les groupes de la société civile, le secteur privé, les syndicats, les parlementaires et d'autres acteurs au sein d'un Comité de Pilotage de 25 membres, dirigé par quatre Co-présidents. Cette structure reflète l'esprit des partenariats inclusifs et de l'approche "société dans son ensemble" que le partenariat promeut et que requiert la réalisation de l'agenda 2030.

L'exercice de suivi et son rapport sont les éléments phares du Partenariat Mondial. Entrepris en 2014, 2016 et 2018, ces exercices fournissent un aperçu critique du progrès vers une coopération pour le développement plus efficace.

Le Partenariat est issu de l'**Accord de Partenariat de Busan de 2011, approuvé par 161 pays et 56 organisations internationales**, dont des représentants de la société civile, du secteur privé, et d'autres acteurs ayant un intérêt dans les efforts de développement. Il a été officiellement constitué en juillet 2012. Il est actuellement dirigé par quatre Co-présidents, au niveau des ministres/ambassadeurs, du Bangladesh, de la République démocratique du Congo et de la Suisse, et par un représentant des OSC (actuellement de « Reality of Aid Africa »).

I. Introduction et contexte

Vers un engagement ministériel à "mi-temps" des ODD et dans un nouveau contexte mondial

L'Agenda 2030 fournit un cadre permettant à la communauté internationale d'aligner et de consolider ses efforts en faveur du développement durable. Pourtant, les gouvernements et d'autres acteurs sont actuellement **en retard pour atteindre les ODD** et mobiliser les ressources nécessaires, comme le prévoit le programme d'action d'Addis-Abeba pour 2015.

La **pandémie mondiale du COVID-19** risque d'anéantir les gains durement acquis en matière de développement et de compromettre la capacité à réaliser les plans de développement nationaux et atteindre l'Agenda 2030. La pandémie pourrait fortement aggraver les inégalités préexistantes et exacerber les vulnérabilités dans un contexte de développement social, politique et économique. D'autre part, la biodiversité pourrait, à son tour, amplifier les effets de la pandémie. En outre, cette pandémie se développe dans un contexte difficile, caractérisé par un commerce mondial déjà tendu, la chute des prix des produits de base et une marge de manœuvre budgétaire limitée dans de nombreux pays. Dans ce contexte, la communauté internationale devra redoubler de détermination pour travailler ensemble, en utilisant l'Agenda 2030 comme cadre commun pour mieux reconstruire. Au moment de la **prochaine Réunion de haut niveau du Partenariat Mondial en 2022**, c'est-à-dire à mi-parcours des efforts de mise en œuvre de l'Agenda 2030, la communauté internationale devra faire face à un sentiment d'urgence encore plus grand pour se mettre sur les rails. Il sera d'autant plus important de garantir l'efficacité des partenariats de développement pour mettre en œuvre les ODD dans ce nouveau contexte mondial sans précédent. Les questions sont les suivantes : Quelles sont les actions collectives urgentes nécessaires pour faire de la "décennie d'action" une réalité, et ne pas céder à une "décennie perdue" en matière de développement mondial ? Que devons-nous faire pour maximiser la valeur de nos efforts de développement ? Et comment pouvons-nous utiliser au mieux le Partenariat Mondial comme plateforme qui garantit une approche inclusive et globale de la société, si nécessaire pour assurer un développement durable ?

Les ressources restant limitées, **la qualité et l'impact** des partenariats sont des éléments essentiels qui peuvent faire la différence. L'amélioration de notre mode de partenariat et de collaboration, sur la base des principes d'efficacité convenus au niveau international, sera la clé du "changement de trajectoire" nécessaire. Il reste environ deux ans pour faire valoir ce point de vue de manière à renforcer l'engagement politique. Pour réussir, nous devons nous appuyer sur les résultats obtenus jusqu'à présent et développer des solutions qui transforment les défis en opportunités dans les différents contextes nationaux.

Pour y parvenir, le Partenariat Mondial s'attachera à **mettre en avant les réalités, les opportunités et les défis des pays partenaires**. Cette priorité est plus nécessaire que jamais dans le contexte de la pandémie mondiale du COVID-19, car son impact et la capacité d'y répondre et de l'atténuer varient d'un pays à l'autre. Les choix que les pays font aujourd'hui, le soutien qu'ils reçoivent et la manière dont les partenaires

travaillent ensemble pour se préparer, réagir, se relever et renforcer leur résilience auront une incidence sur les trajectoires de développement. Dans ce contexte, l'impact de l'efficacité au niveau des pays et des efforts délibérés pour ne laisser personne de côté méritera une attention accrue. Une approche consolidée de l'engagement national et une approche plus "modulaire" pour répondre aux différents contextes et besoins des pays sont essentielles. Cela exigera également une plus grande flexibilité et une ouverture au changement, ainsi que l'adaptation des offres et du langage du Partenariat en matière d'efficacité.

Le nouveau programme de travail s'inspire des résultats du cycle de suivi de 2018, de la [déclaration des co-présidents lors de la Réunion de haut niveau de 2019](#), des délibérations du Comité de pilotage à Séoul en décembre 2019 et des discussions inclusives lors d'un atelier virtuel tenu en mars 2020.

La suite de ce programme de travail décrit (i) les priorités stratégiques et les éléments fondamentaux ; (ii) les domaines d'action; et (iii) une "approche globale » que le Partenariat Mondial veut adopter pour réaliser les travaux proposés.

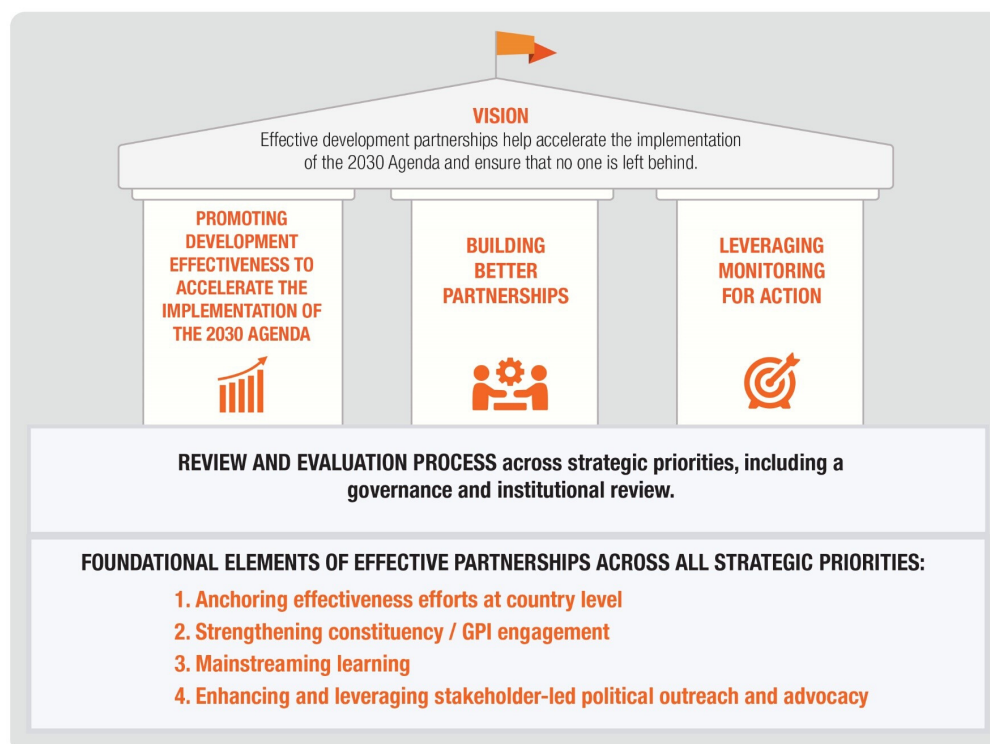
II. The 2020-2022 Global Partnership Work Programme

Le programme de travail vise à faciliter l'établissement de partenariats de développement efficaces qui contribuent à accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et à garantir que personne ne soit laissé pour compte. Il s'articule autour de trois *priorités stratégiques* interdépendantes. Sur la base des engagements pris lors de la Réunion de Haut Niveau de Nairobi en 2016, les trois priorités se renforcent mutuellement et constituent le cadre de cohérence entre les activités. Les progrès dans un domaine soutiennent les efforts dans d'autres et, ensemble, ils peuvent générer un cercle vertueux pour des partenariats plus efficaces et plus performants au niveau national. Les implications du COVID-19, en particulier le rôle des partenariats efficaces qui contribuent à répondre à la pandémie et à en atténuer l'impact dans tous les secteurs et dimensions prioritaires du développement durable, seront prises en compte dans l'ensemble des priorités stratégiques. Dans le cadre de chaque priorité stratégique, les parties prenantes forment des coalitions multipartites pour faire progresser la mise en œuvre du programme.

Trois priorités stratégiques

- **Promouvoir l'efficacité du développement pour accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030** - pour relever les défis liés à la collecte, à la gestion et à l'utilisation des données comme moteur du développement, et pour démontrer l'impact de l'efficacité sur l'obtention de résultats en matière de développement au niveau des secteurs et des pays.
- **Construire de meilleurs partenariats** - pour améliorer et libérer le potentiel d'une "approche globale de la société" des efforts de développement, en s'appuyant sur les travaux en cours sur l'engagement efficace du secteur privé, la coopération Sud-Sud et triangulaire, et en créant un espace permettant à diverses parties prenantes de s'engager.
- **Mettre les résultats de l'exercice de suivi au service de l'action** - élaborer une nouvelle proposition de suivi à soumettre à l'approbation de la 3ème Réunion de haut niveau (HLM3) qui renforce l'engagement des parties prenantes et génère une dynamique politique et un changement de leur comportement. Ce travail permettra d'établir des partenariats efficaces pour la mise en œuvre des ODD dans le cadre de différentes approches et modalités de coopération. De nouveaux résultats seront issus des expériences « pilotes ». De plus, nous aurons un meilleur aperçu des progrès réalisés sur les questions d'efficacité en fonction de l'action qui aura été menée pour répondre à certains résultats.

Figure 1 : Éléments fondamentaux du programme de travail du Partenariat Mondial 2020-22



Éléments Fondamentaux

Le succès du programme de travail dépendra des « éléments fondamentaux » qui orientent et consolident le travail effectué dans le cadre des priorités stratégiques. Ces éléments contribueront à démontrer l'impact de l'efficacité sur la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable et à créer une dynamique politique dans la perspective de la prochaine Réunion de haut niveau du Partenariat Mondial. Cela sera particulièrement pertinent à un moment où les implications de la pandémie du COVID-19 seront ressenties.

Les activités du Partenariat Mondial doivent s'inscrire dans toutes les priorités stratégiques et les "domaines d'action" qui les guideront (pour plus de détails, voir la section 3) : (i) être solidement **ancrées au niveau national** ; (ii) favoriser **l'engagement des parties prenantes** en s'appuyant sur les efforts existants, notamment les Initiatives du Partenariat Mondial (IPM) actives, mais aussi en attirant et en faisant participer de nouveaux acteurs ; (iii) permettre un **échange de connaissances et d'apprentissage**; et (iv) investir dans une **action de sensibilisation et de promotion** en communiquant les efforts et les résultats attendus de manière stratégique et unifiée (plus de détails à la section 4). En outre, le programme de travail sera sous-tendu par une ouverture à l'autoréflexion et au changement et comprendra par conséquent une révision et une évaluation du Partenariat Mondial afin d'éclairer son offre politique et de proposer tout ajustement nécessaire à sa gouvernance et à son cadre institutionnel.

Une nouvelle approche au niveau des pays

Le document final de Nairobi (2016) réitère l'accent à mettre, dans le cadre du Partenariat Mondial, sur le niveau national. Cette orientation reste inchangée dans le présent document, comme l'indique la déclaration

des Co-présidents de la Réunion de Haut Niveau de juillet 2019 : "L'impact sur le développement est réalisé au niveau national [...]. C'est là qu'un changement de comportement est nécessaire et que le Partenariat Mondial doit concentrer ses efforts". Ce programme de travail vise une coopération et des partenariats plus efficaces au niveau national grâce à une collaboration revisitée, garantissant une approche globale et consolidée dans tous les domaines d'action.

Faire une différence au niveau des pays

L'objectif central du programme de travail est de faire évoluer les comportements vers une coopération au développement plus efficace, et d'accélérer ainsi la réalisation de l'Agenda 2030. **Les pays partenaires sont à la tête des efforts de développement durable.** Les gouvernements mettent en place de nouveaux plans, politiques et systèmes permettant aux coalitions de parties prenantes de prendre des **mesures plus efficaces pour mettre en œuvre les ODD**, en passant d'une approche pangouvernementale à une approche sociétale. Cette nouvelle architecture de mise en œuvre couvre le cycle complet de la coopération au développement, de la planification au financement et à la mise en œuvre, en passant par le suivi, l'évaluation et une responsabilité accrue.

Le programme de travail, et ainsi, Le Partenariat Mondial vise à tirer parti des efforts qui sont en cours, en proposant aux pays partenaires les trois points suivants :

1. **Générer des preuves, des connaissances et de nouvelles solutions** sur la manière dont les parties prenantes renforcent la mise en œuvre des principes d'efficacité et pourquoi cela est essentiel pour la réalisation de l'Agenda 2030. Il s'agit de réfléchir au-delà de l'aide en réfléchissant à de nouvelles modalités et à des partenariats de plus en plus importants dans le paysage évolutif de la coopération au développement.
2. **Faciliter la mise en œuvre de solutions d'efficacité spécifiques au contexte** qui visent à entraîner un changement de comportement pour un impact accru sur le développement. Un soutien sera apporté aux efforts menés par les pays qui répondent à leurs besoins spécifiques et qui sont fondés sur des données probantes.
3. **Encourager l'engagement des pays partenaires et apprendre à partager les expériences** sur ce qui a fonctionné et sur les défis qui restent à relever, afin de favoriser le dialogue et le progrès.

Cette proposition de collaboration s'appliquera à l'ensemble du programme de travail et aux questions qu'il aborde : du soutien efficace à la collecte et à l'utilisation des données au renforcement des partenariats avec les principaux groupes de parties prenantes, notamment le secteur privé, les fondations, la société civile et les gouvernements locaux, en passant par l'exploration de ce que signifie l'efficacité dans le contexte de la coopération Sud-Sud et triangulaire. Seule **une approche systématique** pourra garantir que les activités soient entreprises de manière cohérente et coordonnée.

III. Priorités stratégiques et domaines d'action

Priorité 1. Promouvoir l'efficacité du développement pour accélérer la mise en place de l'Agenda 2030

Lorsqu'elles sont utilisées de manière appropriée, les données de qualité peuvent soutenir efficacement une planification et un suivi rigoureux du développement en amont, agissant comme un catalyseur essentiel pour renforcer les résultats du développement dans l'ensemble de l'Agenda 2030. C'est pourquoi la nécessité de disposer de données et de statistiques complètes et de qualité sous-tend tous les efforts de développement. Plus cette reconnaissance s'accroît, plus il est nécessaire de mettre l'accent sur un soutien efficace pour relever un certain nombre de défis en matière de données. Dans la même veine, mais en aval, il est nécessaire de montrer que l'efficacité conduit à des résultats de développement meilleurs et plus rapides dans des contextes divers. De nouveaux résultats concernant l'impact de l'efficacité sur l'Agenda 2030 peuvent aider à démontrer pourquoi les principes d'efficacité sont essentiels, en créant un cercle vertueux positif dans lequel une plus grande adhésion à l'agenda de l'efficacité conduit à des efforts d'efficacité accrus, qui à leur tour conduisent à de meilleurs résultats.

Domaine d'action 1.1: Démontrer l'impact de l'efficacité

Le travail du Partenariat Mondial pour renforcer l'efficacité doit inclure des efforts concertés pour démontrer que la mise en œuvre des principes d'efficacité conduit à un développement meilleur et plus rapide pour les personnes et la société. Pour atteindre cet objectif, ce domaine d'action sera axé sur (i) la mise en œuvre d'initiatives « *De l'Efficacité à l'Impact* » au niveau sectoriel/thématique, liées à des ODD spécifiques dans plusieurs pays partenaires, en coordination avec les initiatives sectorielles en cours ; (ii) des recherches et des études analytiques pour recueillir les données existantes sur l'efficacité et l'élaboration de méthodologies pour analyser les données d'évaluation de l'impact. Les travaux dans ces domaines permettront de déceler des informations pertinentes, notamment des bonnes pratiques sur "l'efficacité pour plus d'impact", et établiront le lien analytique entre les pratiques efficaces et l'accélération de leur impact sur le développement.

(La description complète de ce domaine d'action est disponible [ici](#))

Domaine d'Action 1.2: Renforcer l'efficacité des capacités et données statistiques

Lorsqu'ils sont étayés par des données complètes et de qualité, les processus de développement sont renforcés, l'obtention de résultats est accélérée et la responsabilité est renforcée. Malgré cette reconnaissance, le potentiel des données n'est pas encore pleinement réalisé. Des défis persistent en ce qui concerne la collecte, la gestion et l'utilisation cohérente des données. Ce domaine d'action soutiendra les efforts visant à relever les défis liés aux données, afin de contribuer à combler le déficit de données des ODD. Il produira des preuves et des orientations et créera une dynamique politique autour de la nécessité de renforcer les systèmes de données et les capacités au niveau des pays, ainsi que la nécessité de se concentrer davantage sur la fourniture efficace d'un soutien dans ce domaine. Il examinera la manière dont les parties prenantes travaillent ensemble pour mettre en place des systèmes au niveau national et la manière dont les données sont collectées et partagées de manière à promouvoir l'appropriation, à réduire les doubles emplois et à soutenir l'utilisation par les diverses parties prenantes. Travailler en partenariat permettra notamment d'explorer et de tester dans les pays des moyens nouveaux et plus efficaces de relever les défis liés aux données, en favorisant l'échange de connaissances.

(La description complète de ce domaine d'action est disponible [ici](#))

Priorité 2. Construire de meilleurs partenariats

Tous les segments de la société ont un rôle à jouer dans la réalisation de l'Agenda 2030. Non seulement les différents acteurs doivent travailler ensemble de manière plus harmonieuse et plus inclusive, mais ils doivent également trouver de nouvelles approches de partenariat dans des contextes de développement changeants - en gardant à l'esprit l'objectif ultime des partenariats qui est d'accélérer la mise en œuvre d'efforts de développement partagés. L'engagement de différents acteurs dans cette entreprise collective nécessite des stratégies pour exploiter pleinement leur potentiel et leur ingéniosité, en s'appuyant sur leurs forces respectives, et aussi pour promouvoir des « synergies » concrètes entre leurs contributions. Dans le cadre de la priorité stratégique 2 du programme de travail, les différents acteurs du développement évalueront, amélioreront et renforceront les partenariats dans sept domaines d'action, chacun d'entre eux étant lui-même un effort multipartite, y compris la sensibilisation et l'engagement des acteurs concernés.

Domaine d'Action 2.1: Partenariats du secteur privé pour le développement durable : Traduire les « Principes de Kampala » en actions

Les acteurs du développement investissent de plus en plus dans des partenariats avec le secteur privé. Malgré les progrès réalisés, l'impact de ces partenariats sur le développement suscite des inquiétudes, en particulier lorsqu'ils impliquent des ressources publiques internationales. Pour répondre à ces préoccupations, les [Principes de Kampala](#) sur l'engagement efficace du secteur privé, lancés lors de la Réunion de Haut Niveau de 2019, fournissent un nouveau modèle pour rendre les partenariats du secteur privé plus efficaces. Ces principes suscitent une attention croissante au niveau international, y compris parmi les chefs d'entreprise. L'objectif de ce domaine d'action est de plaider en faveur d'une plus grande adoption et d'une mise en œuvre plus large des Principes de Kampala par le biais d'une action de sensibilisation et de promotion innovante qui élargit leur portée et influence les changements de comportement, en particulier au niveau national. Il produira des études de cas et des projets pilotes, illustrant les Principes de Kampala en action, ainsi que des conseils pratiques pour leur mise en œuvre au niveau national. Les activités seront dirigées par un groupe de travail multipartite et un groupe de dirigeants d'entreprises, qui s'appuieront sur leur expérience en matière de conception et d'approche inclusives des Principes de Kampala.

(La description complète de ce domaine d'action est disponible [ici](#))

Domaine d'Action 2.2: Coopération triangulaire pour le développement durable

La coopération triangulaire offre une approche adaptable et flexible aux défis de développement en constante évolution, en s'appuyant sur les forces des différents acteurs pour trouver des solutions innovantes, rentables et adaptées au contexte. La deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (BAPA+40) a reconnu le rôle crucial de la coopération triangulaire dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et a salué le travail de l'Initiative du Partenariat Mondial (GPI) sur la coopération triangulaire efficace pour améliorer l'efficacité de cette modalité de coopération. En complément du travail du GPI, ce domaine d'action se concentrera sur l'intégration et la sensibilisation à la coopération triangulaire efficace, y compris la promotion de la mise en œuvre des [Lignes directrices volontaires pour une coopération triangulaire efficace](#). Celles-ci seront pilotées dans la programmation du développement et promues par des activités et des ateliers de sensibilisation. En outre, le domaine d'action compilera et diffusera des études de cas pour aider les acteurs du développement à se renseigner sur les mécanismes de financement efficaces pour la coopération triangulaire. Les résultats de

ce domaine d'action serviront également à l'élaboration et à la diffusion d'orientations pratiques pour une coopération triangulaire plus efficace.

(La description complète de ce domaine d'action est disponible [ici](#))

Domaine d'Action 2.3: Soutenir l'efficacité de la coopération Sud-Sud en matière de développement dirigée par les pays

Le paragraphe 11 du rapport de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (BAPA+40) appelle au renforcement de l'efficacité de cette modalité de coopération en matière de développement, afin de maximiser l'impact sur ce dernier. Dans ce contexte, le domaine d'action réunira les parties prenantes concernées, afin d'examiner comment les principes d'efficacité peuvent s'appliquer dans le cadre de la coopération Sud-Sud et soutiendra les prestataires du sud dans leurs efforts dans le but de renforcer l'efficacité de leur coopération. Le domaine d'action soutiendra un certain nombre de projets pilotes explorant les moyens d'évaluer cette efficacité. Des recherches et des analyses seront menées sur la manière dont les prestataires du Sud mettent déjà en œuvre les principes d'efficacité dans leurs efforts de coopération. Sur la base de ces éléments, le domaine d'action soutiendra le dialogue sur l'efficacité de la coopération Sud-Sud, en réunissant les parties prenantes pour échanger et créer une dynamique autour de la manière dont le programme d'efficacité converge avec cette modalité de coopération.

(La description complète de ce domaine d'action est disponible [ici](#))

Domaine d'Action 2.4: Partenariats avec la société civile : permettre la participation de la société civile et remédier au rétrécissement de l'espace civique

Les organisations de la société civile (OSC), en tant qu'acteurs du développement à part entière, sont au premier plan des efforts de développement sur le terrain et sont des partenaires essentiels dans la réalisation des ODD. Pourtant, les données du Partenariat Mondial confirment que les conditions générales affectant les contributions des OSC au développement se sont détériorées au cours des dernières années. L'objectif pour cette période est de redresser cette tendance et d'améliorer l'environnement dans lequel les OSC peuvent s'engager et contribuer au développement. Cela nécessite une action concertée entre les OSC, les gouvernements des pays partenaires et les partenaires de développement. Les partenaires dans ce domaine d'action visent à identifier les goulots d'étranglement au niveau national et à collecter les bonnes pratiques pour un environnement plus favorable aux OSC. Dans le cadre de dialogues multipartites, les partenaires discuteront des mesures nécessaires pour modifier les comportements au niveau mondial et national en faveur d'une participation plus efficace de la société civile aux processus de développement.

(La description complète de ce domaine d'action est disponible [ici](#))

Domaine d'Action 2.5: Renforcer l'engagement des fondations dans la recherche et le partage de solutions, à travers de nouvelles méthodes de travail

Les organisations philanthropiques jouent un rôle de plus en plus important dans la réalisation des ODD, avec des contributions importantes dans des secteurs clés. Toutefois, l'engagement effectif du secteur philanthropique dans la coopération au développement est encore entravé par une compréhension limitée du rôle des fondations et de leur potentiel en tant qu'alliés pertinents dans ce domaine. Pour combler cette

lacune, ce domaine d'action i) clarifiera et affinera le rôle et les contributions spécifiques des organisations philanthropiques pour améliorer l'efficacité de la coopération au développement et ii) élaborera et diffusera une boîte à outils pratique contenant des conseils sur la manière de s'associer efficacement avec des organisations philanthropiques dans la coopération au développement, destinée aux acteurs du développement y inclus les fondations. Ces deux activités contribueront à promouvoir et à développer des partenariats multipartites efficaces, pour que tout le potentiel du secteur philanthropique puisse se déployer dans la coopération au développement.

(La description complète de ce domaine d'action est disponible [ici](#))

Domaine d'Action 2.6: Renforcer l'efficacité du développement au niveau infranational pour atteindre les ODD

Les régions, les villes, les municipalités et les gouvernements locaux et régionaux (GLR) jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des ODD. Cependant, ils doivent relever des défis importants pour ce faire, comme par exemple disposer des capacités et des cadres institutionnels nécessaires, aligner la planification du développement sur les ODD, et coordonner et guider les différents acteurs travaillant sur le terrain, entre autres. Le Partenariat Mondial offre un espace de dialogue et de partage des connaissances sur la manière de surmonter ces défis avec les acteurs étatiques et non étatiques. Ce domaine d'action vise à s'engager avec les GLR et leurs associations en identifiant les bonnes pratiques et en poursuivant des études de cas sur les questions qui les concernent, y compris sur les défis ci-dessus. Les membres du groupe de travail prévoient de mobiliser différents acteurs du développement et de s'engager dans des discussions régulières pour partager les connaissances et accroître la sensibilisation mondiale sur le rôle des GLR et de leurs associations dans la rencontre avec les ODD.

(La description complète de ce domaine d'action est disponible [ici](#))

Domaine d'Action 2.7: Un soutien multilatéral efficace

La nécessité d'un système multilatéral efficace n'a jamais été aussi importante pour faire face à la nature et à l'ampleur des défis mondiaux actuels, qu'il s'agisse du nombre record de personnes déplacées ou des pandémies qui définissent une ère. Pour renforcer l'efficacité du système multilatéral, il faut que les partenaires du développement qui financent les organisations multilatérales, mais aussi les organisations multilatérales elles-mêmes, changent de comportement. En s'appuyant sur le pouvoir rassembleur unique du Partenariat Mondial, ce domaine d'action apportera une contribution substantielle des multiples parties prenantes au discours mondial sur (i) un système multilatéral efficace, fondé sur les principes d'efficacité, et (ii) la manière dont les partenaires bilatéraux peuvent soutenir le plus efficacement le système multilatéral, alors que nous travaillons à la réalisation de l'Agenda 2030. Cela comprendra un travail d'analyse entre différents types de partenaires afin de promouvoir l'apprentissage mutuel et d'étudier comment le soutien effectif des partenaires au système multilatéral pourrait être mesuré, en s'appuyant sur d'autres efforts au niveau mondial.

(La description complète de ce domaine d'action est disponible [ici](#))

Priorité 3. Tirer parti du suivi pour agir

L'exercice de suivi du Partenariat Mondial fournit des données et des résultats uniques pour guider les pays et leurs partenaires de développement dans l'évaluation du progrès et des obstacles à l'amélioration de l'efficacité de leur coopération, un aspect essentiel de l'accélération du progrès vers 2030. Les parties prenantes reconnaissent que le suivi est une fonction précieuse et essentielle du Partenariat Mondial. En trois cycles, 99 pays et territoires partenaires ont participé au suivi du Partenariat Mondial, dont 86 pour le cycle 2018. Les résultats de ce suivi alimentent les processus d'examen des ODD et les rapports sur le programme de Financement du développement.

Toutefois, la vision initiale de l'exercice de suivi - soutenir la responsabilité des engagements de Busan et stimuler le dialogue et le changement de comportement en vue d'une coopération au développement plus efficace - n'a pas été pleinement réalisée. La manière dont l'exercice est mis en œuvre n'a pas toujours facilité l'institutionnalisation au niveau des pays. Ce qui est mesuré n'est pas pertinent pour toutes les parties prenantes et ne reflète pas pleinement le paysage de la coopération qui évolue rapidement aujourd'hui. Les données du suivi n'ont pas été utilisées de manière adéquate pour le dialogue et l'action. Cela est en partie en raison des difficultés à les élever à un niveau politique de manière à susciter le changement, notamment en ce qui concerne les progrès réalisés par rapport aux engagements initiaux en matière d'efficacité de l'aide. Le Comité de pilotage a reconnu la nécessité de réviser l'exercice pour s'assurer qu'il répond à ses objectifs initiaux et aux besoins changeants des parties prenantes.

Dans ce contexte, **2020-22 sera une « période de transition »** pour l'exercice de suivi du Partenariat Mondial. Au cours de cette période, **une réforme de l'exercice de suivi conduira à une nouvelle proposition de suivi, qui sera soumise à l'approbation de la prochaine Réunion de haut niveau (HLM3).** Sur la base de l'accord conclu à Nairobi, selon lequel le cadre de suivi doit être mis à jour pour refléter les défis de l'Agenda 2030, la portée de la réforme comprendra à la fois ce qui est mesuré (cadre d'indicateurs) et comment ceci est mesuré (processus de l'exercice). Entreprendre une réforme complète signifie qu'il n'y aura pas de cycle de suivi global avant la troisième réunion de haut niveau. La nouvelle proposition de suivi sera complétée par des données sur l'état de l'efficacité générés par le pilotage de certains éléments de la nouvelle proposition de suivi, ainsi que par des initiatives nationales et mondiales visant à prendre des mesures sur les résultats du cycle de suivi de 2018, tant au niveau politique que technique. De faciliter l'utilisation des résultats du suivi permettra de mettre à nouveau l'accent sur le "travail inachevé" de l'agenda d'efficacité, car les efforts pour répondre aux résultats du suivi dans un pays ou un contexte particulier offriront une perspective actualisée sur les aspects qui restent les plus pertinents. Ces engagements initiaux seront également pris en compte de manière explicite dans la révision du cadre des indicateurs.

La réforme se déroulera en trois phases. Des synergies avec d'autres domaines d'action seront créées à la fois sur le contenu (par exemple, affiner/créer des indicateurs autour de modalités de partenariat spécifiques) et sur le plan du processus (par exemple, utiliser les consultations ou autres activités d'engagement des domaines d'action pour éclairer la réforme). L'apprentissage et les enseignements tirés du soutien continu à l'utilisation des résultats, tant par la mise en œuvre d'initiatives au niveau national ("approches en profondeur") que par les efforts visant à générer une traction politique au niveau mondial, seront pris en compte dans toutes les phases :

- **Travail conceptuel (2020) :** Définir le niveau d'ambition stratégique de la réforme, et valider et hiérarchiser les défis qu'elle cherchera à relever. La portée de la réforme (cadre et processus) sera

détaillée par le biais de travaux documentaires et de consultations. Le Comité de pilotage guidera le niveau d'ambition stratégique au départ, puis le cadre conceptuel général.

- **Affinement et pilotage (2021)** : Conception détaillée du nouveau processus de suivi et révision méthodologique du cadre, sur la base de décisions concernant les nouveaux indicateurs, les indicateurs à abandonner et d'autres adaptations du cadre pour répondre aux besoins des groupes d'intérêt. Cette phase comprend également l'élaboration de l'approche de test et de pilotage par pays - en reconnaissant la nécessité d'une approche solide qui permettra de tester les éléments de la nouvelle proposition tout en suscitant l'adhésion et la demande politiques - et la mise en œuvre effective des pilotes par pays.
- **Consolidation des preuves et préparation de HLM3 (2022)** : Les données probantes issues des pays pilotes seront consolidées, avec consultation et validation par les parties prenantes, et développées dans la nouvelle proposition de suivi, présentée pour approbation lors du HLM3, et offerte aux électeurs après approbation. Les éléments probants issus du soutien à l'utilisation des résultats du suivi de 2018 seront également consolidés pour alimenter le dialogue lors de la troisième Réunion de haut niveau.

L'exercice de suivi appartient à la communauté du Partenariat Mondial ; le processus de réforme doit être entrepris de manière inclusive. Les Co-présidents garantiront un processus transparent grâce à une communication régulière et à un effort délibéré pour engager et consulter les parties prenantes, le Comité de Pilotage fournissant des orientations stratégiques et prenant les décisions clés. Le soutien politique des différents groupes d'intérêt sera également crucial pour faciliter l'approbation de la nouvelle proposition lors de la troisième Réunion de haut niveau.

(La proposition stratégique complète est disponible [ici](#))

Revue et Évaluation du Partenariat Mondial

Pour faire de l'efficacité un élément clé de l'Agenda 2030, les **parties prenantes du Partenariat Mondial conviennent de revoir son mode de fonctionnement**, notamment sa capacité à susciter un soutien politique pour accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Outre les trois priorités de fond, **un exercice spécifique de revue et d'évaluation du Partenariat Mondial** sous-tendra ce programme de travail. Cette revue, qui sera menée sous la direction du Comité pilotage, permettra (i) d'éclairer l'offre politique du Partenariat Mondial et de guider les ajustements nécessaires afin de maximiser son empreinte positive dans la mise en œuvre à l'horizon 2030, et (ii) d'examiner la gouvernance et le cadre institutionnel et de formuler des recommandations sur la manière dont ils pourraient être adaptés pour répondre à l'évolution rapide du contexte de coopération.

Tout ajustement nécessaire du mandat et de la structure de gouvernance du Partenariat Mondial sera adopté lors de la prochaine Réunion de haut niveau (HLM3). Les propositions d'éléments novateurs pour l'ajustement de l'approche ou des méthodes de travail peuvent déjà être testées avant la troisième Réunion de haut niveau.

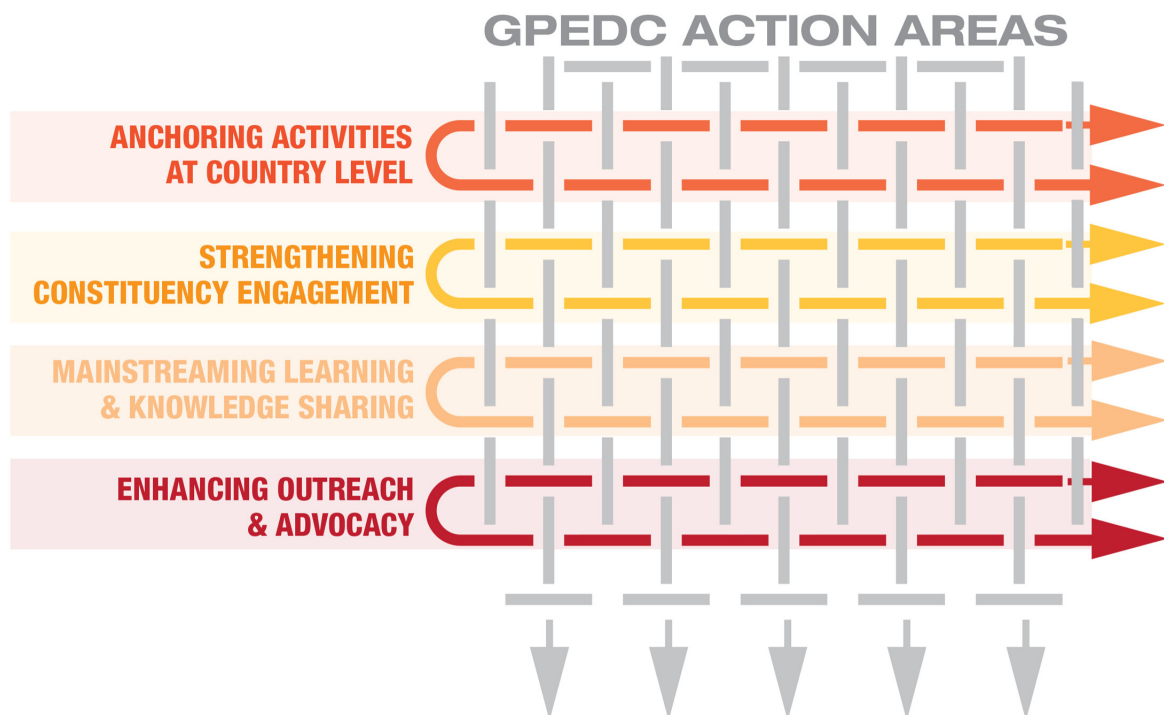
Les principaux résultats attendus des domaines d'action sont inclus dans l'Annexe de ce document

IV. Une approche englobant tous les aspects du Partenariat Mondial pour la mise en œuvre du programme de travail

La réalisation de cet ambitieux programme de travail nécessitera de la flexibilité et de l'innovation, ainsi qu'une bonne compréhension des contextes émergents, notamment la réponse mondiale à la crise du COVID-19. Le calendrier 2020-22, avec la crise mondiale et la période de reprise qui s'ensuit, offre l'occasion de porter les principes d'efficacité à l'attention d'un public plus large. La nature unique et multipartite du Partenariat Mondial permet de tirer parti et d'exploiter une variété d'efforts menés par les pays, les partenaires et les initiatives aux niveaux mondial, régional et national.

Le programme de travail vise à produire un impact plus grand que la somme de ses parties. Les quatre éléments fondamentaux, comme indiqué ci-dessus, et décrits plus en détail ci-dessous, guideront et consolideront les travaux des priorités stratégiques, afin d'assurer la cohérence et l'impact de l'ensemble du programme de travail. Le Comité de pilotage est chargé de garantir une mise en œuvre efficace et bien coordonnée du programme de travail, avec des résultats de qualité dans l'ensemble de ses priorités stratégiques et domaines d'action (annexe 1). Il examinera régulièrement les progrès réalisés dans ces quatre éléments fondamentaux, sur la base des mises à jour des parties prenantes qui dirigent les domaines d'action respectifs, et se fera le champion de la sensibilisation des politiciens et des parties prenantes, afin de créer une dynamique politique pour les travaux du Partenariat Mondial.

Figure 2. Une approche englobant tous les aspects du Partenariat Mondial



1. Ancrer les activités du Partenariat Mondial au niveau des pays

Les activités du Partenariat Mondial doivent être systématiquement guidées par les réalités, les défis et les opportunités au niveau national, et mises en œuvre de manière à s'appuyer sur les efforts existants des divers acteurs au niveau national et à les intégrer. Cette approche inclusive et axée sur la demande vise une participation large et représentative des pays partenaires aux travaux du Partenariat Mondial, en évitant tout scénario de pays préférés ou pays oubliés. Cette approche systématique nécessitera un soutien en matière de coordination et de facilitation dans les trois domaines suivants :

1. **Renforcer l'engagement avec les gouvernements et les parties prenantes des pays partenaires.** Les co-présidents du Partenariat Mondial et le Comité de pilotage consulteront régulièrement les points focaux nationaux par le biais de webinaires virtuels et d'un dialogue en personne avec les pays partenaires. « L'équipe de soutien conjointe » soutiendra l'organisation de consultations consolidées avec les pays partenaires, notamment par une collaboration étroite avec les équipes de pays des Nations Unies et les bureaux nationaux du PNUD, ainsi qu'avec les agences multilatérales de développement, les banques et les organisations régionales.
2. **Coordonner les activités au niveau des pays dans tous les domaines d'action.** Afin d'éviter la fragmentation et les doubles emplois, et de garantir que les activités du Partenariat Mondial renforcent les efforts existants au niveau des pays, la communication et la sensibilisation des pays partenaires seront soigneusement coordonnées. L'équipe de soutien conjointe soutiendra la sensibilisation systématique pour susciter l'intérêt à participer aux travaux au niveau des pays, identifier les liens entre les domaines d'action et tenir à jour un tableau de bord des activités au niveau des pays. Un fonds fiduciaire central pourrait être envisagé pour assurer un soutien systématique aux activités au niveau des pays et donner une chance égale à tous les pays partenaires de s'engager dans les travaux du Partenariat Mondial.
3. **Encourager l'échange de connaissances et l'apprentissage par les pairs dans les pays partenaires.** Il existe une demande constante de la part des pays partenaires pour davantage de possibilités d'échange de connaissances et d'apprentissage par les pairs. Cette demande est d'autant plus forte que les pays devront gérer la réponse immédiate à la crise du CO-VID-19 en vue de consolider leur propre trajectoire de développement à long terme. Les acteurs du Partenariat Mondial peuvent organiser des événements d'apprentissage consolidé et de partage de connaissances (en personne ou virtuels), en s'inspirant des travaux menés dans les différents domaines d'action, et en coordination avec « l'équipe de soutien conjointe ».

2. Renforcer l'engagement des parties prenantes et le travail avec les Initiatives du Partenariat Mondial (GPIs)

La force du Partenariat Mondial en tant que plateforme multipartite dépend de la profondeur et de l'étendue de l'engagement des parties prenantes dans son travail. Divers groupes ont dirigé l'élaboration des domaines d'action présentés dans ce programme de travail et dirigeront leur mise en œuvre. Dans le cadre de cet effort, l'accent sera mis sur l'établissement de relations avec divers partenaires, pays et réseaux, notamment en renforçant l'engagement avec les différents groupes d'intérêt. Cela nécessitera un renforcement continu des relations, ainsi que des efforts plus systématiques pour engager les pays partenaires comme indiqué ci-dessus.

Le Partenariat Mondial a donné naissance à de nouvelles priorités de fond grâce à des coalitions d'acteurs volontaires sous la forme d'Initiatives du Partenariat Mondial (GPI). L'expérience montre que, lorsqu'elles sont soutenues par un leadership et des ressources, ces initiatives ont été des moteurs de changement efficaces, et certaines ont développé leurs propres structures de gouvernance et secrétariats. Cette tendance positive a toutefois été contrecarrée par un manque de partage systématique des expériences, des enseignements et des connaissances avec la communauté élargie des partenariats mondiaux. Ce programme de travail, dont la mise en œuvre est dirigée par les membres dans les différents domaines d'action, offre la possibilité de renouer des liens avec les GPI actifs, ainsi que d'étendre davantage le réseau d'efficacité aux principales parties prenantes dans les domaines d'intérêt et où il existe une demande.

3. Intégrer l'apprentissage et le partage des connaissances

Le partage des connaissances et l'apprentissage sont essentiels pour stimuler l'action et l'innovation en vue de partenariats plus efficaces. La consolidation des connaissances et de l'innovation sur la manière dont divers partenaires collaborent efficacement pour atténuer et éviter les pires effets de la pandémie de COVID-19 sur le développement durable peut contribuer à plaider en faveur de l'efficacité et à amplifier le rôle que le Partenariat Mondial peut jouer pour contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030. Pour renforcer d'avantage le Partenariat Mondial en tant que "partenariat d'apprentissage", les domaines d'action viseront, à la fois, à générer de nouvelles connaissances et données probantes, et à partager activement l'apprentissage entre les différents acteurs. La plateforme de partage des connaissances du Partenariat Mondial, lancée en juillet 2019, constitue un outil important axé sur la demande et dirigé par les parties prenantes.

Afin de renforcer la communauté de pratique en matière d'efficacité et de consolider l'apprentissage dans l'ensemble des travaux du Partenariat Mondial, un soutien à la mise en œuvre sera fourni dans trois domaines spécifiques :

1. **Réorganiser la plateforme de partage des connaissances autour de priorités stratégiques et de domaines d'action.** Il existera un espace dans la plateforme dédiée à chaque domaine d'action, qui sera géré par les responsables des domaines d'action respectifs. Des consultations seront facilitées en ligne.
2. **Organiser régulièrement des webinaires virtuels,** en collaboration avec les responsables des domaines d'action, les initiatives mondiales pertinentes, les groupes de réflexion, le monde universitaire ainsi que les plateformes régionales. Ces webinaires seront complétés par des séminaires d'apprentissage mutuel axés sur les pays, comme prévu dans le cadre de l'ancrage national.
3. **L'accueil d'événements d'apprentissage.** Plusieurs domaines d'action prévoient l'organisation d'ateliers de formation ou d'événements d'apprentissage. Ces efforts pourraient être liés à des événements d'apprentissage ou de formation individuelle, en conjonction avec des événements annuels axés sur les pays partenaires, comme le prévoit l'ancrage dans les pays.

4. Renforcer et exploiter les actions de sensibilisation et de promotion politique menées par les parties prenantes

Dans la perspective de la prochaine Réunion de haut niveau du Partenariat Mondial en 2022, ce programme de travail vise à créer une dynamique autour de l'efficacité du développement et à situer fermement le travail du Partenariat Mondial dans le cadre de la réalisation de l'Agenda 2030. Pour ce faire, il faudra renforcer les activités de sensibilisation et de promotion politiques, sous la direction de tous les partenaires mondiaux.

Les parties prenantes du Partenariat, afin de positionner activement des "champions" de l'efficacité dans les principaux forums intergouvernementaux, mondiaux et régionaux, ainsi que de nouer des relations avec les organismes mondiaux et régionaux concernés, devront s'engager dans un dialogue politique soutenu ainsi que des activités de sensibilisation. Cette dernière sera accompagnée d'une approche de communication claire et cohérente, soulignant la valeur ajoutée de l'efficacité pour l'Agenda 2030 et découlant des travaux des priorités stratégiques. Une présence renforcée dans les médias et au travers de la plateforme renforcera les efforts de sensibilisation et contribuera à mieux positionner les travaux et les produits du Partenariat par rapport à d'autres partenariats et initiatives.

Les processus des Nations Unies, notamment en ce qui concerne les moyens de mise en œuvre (Financement du Développement et Forum pour la Coopération au Développement) et les processus d'examen de l'Agenda 2030 (tels que le Forum Politique de Haut Niveau) continueront à fournir des occasions clés pour créer une dynamique politique. Le Forum politique de haut niveau, en particulier, avec son accent sur les données volontaires, l'apprentissage mutuel et les actions visant à accélérer notre progression jusqu'en 2030, est un lieu naturel pour les contributions du Partenariat Mondial - comme le montre la participation et l'engagement à la Réunion de haut niveau du Partenariat Mondial pendant le Forum politique de haut niveau, en juillet 2019. Les efforts de sensibilisation et de promotion continueront à engager les missions permanentes des états membres des Nations Unies à New York, afin d'être mieux connectés aux processus inter-gouvernementaux centrés à New York. La formation, en janvier 2019, d'un "groupe de pairs" d'états membres intéressés par l'efficacité, témoigne de l'intérêt pour les échanges sur les questions d'efficacité et constitue une bonne base pour la poursuite des efforts de sensibilisation et d'engagement politiques avec tous les états membres des Nations unies.

Ces efforts seront complétés par des contacts avec des groupes de réflexion et d'autres organismes qui mènent des travaux et partagent des connaissances sur les dimensions pertinentes de la coopération au développement et son efficacité. Ces partenariats seront renforcés par des travaux visant à définir un "profil" clair pour le Partenariat Mondial, qui soit capable de distinguer son travail de celui des autres, tout en s'alignant sur d'autres efforts pertinents.

ANNEXE : Principales activités des domaines d'action

	DA 1.1 Démontrer l'impact de l'efficacité	DA 1.2 Soutien à la capacité et aux données statistiques	DA 2.1 Partenariats avec le secteur privé	DA 2.2 Coopération triangulaire au développement	DA 2.3 Coopération Sud-Sud	DA 2.4 Partenariats avec la société civile	DA 2.5 Renforcer l'engagement des fondations	DA 2.6 Efficacité du développement au niveau infranational	DA 2.7 Un soutien multilatéral efficace	Priorité 3 Tirer parti du suivi pour agir
DES RÉSULTATS DE PORTÉE MONDIALE										
NOUVEAUX RÉSULTATS ET CONNAISSANCES (outils de connaissance, notes de synthèse et d'orientation, etc.)	Recueil d'exemples de réussite et de bonnes pratiques ; Études sur l'impact de l'efficacité	Lignes directrices sur le soutien efficace aux systèmes et aux capacités statistiques	Exemples de bonnes pratiques et études de cas sur l'application des principes de Kampala Conseils pratiques et boîtes à outils pour les praticiens sur la façon d'utiliser les principes de Kampala	Orientations pour la mise en œuvre des lignes directrices volontaires pour une coopération triangulaire efficace Recueil de bonnes pratiques (mécanismes de financement efficaces et utilisation de coopération triangulaire)	Rapport de synthèse sur les études pilotes sur l'efficacité de la coopération Sud-Sud Notes politiques sur l'application de l'efficacité dans le contexte de la coopération Sud-Sud	Orientations pour les partenaires du développement afin de travailler plus efficacement avec la société civile ; Recueil de bonnes pratiques ; Note de politique avec recommandations.	Boîte à outils pour un engagement efficace avec la philanthropie dans la coopération au développement Document de politique identifiant les contributions des fondations à l'agenda de l'efficacité	Recherche, bonnes pratiques ou état des lieux d'initiatives en cours Note de politique avec recommandations	Enquête sur les attentes des partenaires concernant un système multilatéral efficace Notes politiques et études de cas sur le multilatéralisme efficace dans différents contextes	Boîte à outils pour l'utilisation des résultats ; Les données basées sur les résultats sont utilisées pour éclairer les réformes systémiques (au niveau national et par les différentes parties prenantes) Nouvelles données basées sur le cadre et le processus d'essai/pilotage Nouvelle proposition de suivi (éclairée également par les travaux dans les différents domaines d'action)
UNE COMMUNAUTÉ CROISSANTE ET DE NOUVEAUX PARTENAIRES	Institutions de recherche mondiales et locales Ministères sectoriels	Rassembler les initiatives mondiales et régionales en matière de données et de statistiques, ainsi que les bureaux statistiques nationaux	Caucus de chefs d'entreprises (BLC 2.0 et les champions du secteur privé	Création d'une page web dédiée à la coopération triangulaire et enquête sur l'utilisation de la coopération triangulaire	Un engagement accru des donateurs du Sud		Engagement accru des fondations par le biais de WINGS et d'autres réseaux mondiaux	Réseau de collaboration	Etablir des liens avec des initiatives de revue et d'évaluation existantes	Engagement accru des pays partenaires dans divers contextes et participation de divers partenaires à l'élaboration d'une nouvelle proposition de suivi
ÉVÉNEMENTS MONDIAUX ET STRATÉGIE DE SENSIBILISATION	Conférence mondiale en 2022	Événement parallèle au Forum mondial des données 2020	Consultations et engagement multipartites et par le biais du BLC 2.0 et des réseaux d'entreprises	Participation à des événements mondiaux (diffusion des travaux du DA)	Présentation éventuelle des résultats des recherches et des projets pilotes en marge des réunions mondiales pertinentes	Dialogue global Soutenir les actions de sensibilisation en marge des principales réunions mondiales	Produits de communication Participation aux événements mondiaux	Discussions participatives	Événement reconnaissant les « champions » du multilatéralisme efficace	Consultations/événements de suivi au niveau mondial

L'APPRENTISSAGE ET LE PARTAGE DES CONNAISSANCES ENTRE LES DOMAINES D'ACTION ET LES ACTEURS DU PARTENARIAT MONDIAL

Pages thématiques (communautés de pratique) établies dans la plate-forme de partage des connaissances (apprentissage au sein des DA)

Une série de webinaires virtuels trimestriels en collaboration avec des initiatives mondiales et des plateformes régionales pertinentes (y compris un webinaire "Country In Focus" dirigé par un pays dans le cadre du soutien à l'ancrage national)

Une fois par an, un événement d'apprentissage par les pairs en personne, dans le cadre d'un soutien d'ancrage dans le pays

Une consultation en ligne globale et thématique coordonnée

DES RÉSULTATS AU NIVEAU DES PAYS

DIALOGUE ET CONSULTATIONS DANS LES PAYS	Ateliers nationaux dans les pays pilotes	Dialogues sur les processus nationaux liés aux stratégies de gestion de données et à la capacité statistique	Sélection d'événements de dialogue nationaux et régionaux/internationaux	Ateliers de coaching pour aider à construire une communauté de pratique locale	Soutien au dialogue dans les pays sur les résultats des expériences pilotages	Dialogues multipartites pour discuter et promouvoir un environnement favorable à la société civile	Consultations au niveau des pays	Discussions participatives	[A DÉTERMINER]	Analyses détaillées sur l'utilisation des résultats - Dialogues pour identifier et traiter les principaux obstacles en matière d'efficacité, en informant également la nouvelle proposition de suivi.
SOUTIEN AUX OPÉRATIONS DANS LES PAYS, ETÉTUDES ET RECHERCHES DANS LES PAYS	Études par pays sur l'impact de l'efficacité sur la réalisation des ODD 6 initiatives pilotes dans des pays sélectionnés pour accompagner des projets au niveau sectoriel	3-4 études pilotes dans les pays pour explorer et tester de nouvelles et meilleures façons de relever les défis liés à la gestion des données	Des projets pilotes au niveau national pour rendre opérationnels les principes de Kampala	Des initiatives pilotes pour mettre en œuvre les lignes directrices volontaires Ateliers de coaching pour soutenir la mise en œuvre des lignes directrices volontaires	Soutien aux donateurs du Sud dans l'élaboration et l'expérimentation de cadres pilotes pour le suivi de l'efficacité de la coopération Sud-Sud	Identifier les obstacles au niveau national à un environnement favorable à la société civile et de convenir de mesures de résolution Collecter les bonnes pratiques existantes		Études de cas ou projets pilotes	[A DÉTERMINER]	Analyses détaillées sur l'utilisation des résultats, sous la direction des pays et des parties prenantes Pilotage national du cadre de suivi / changements de processus